OECD OCDE

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET DES ENTREPRISES

TENDANCES ET ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER*

Juin 2004

1. Évolution récente

La faible croissance européenne et la consolidation des entreprises pèsent sur l'IDE

En 2003, l'investissement direct étranger (IDE) dans la zone OCDE a poursuivi sa chute en raison, semble-t-il, des performances macroéconomiques maussades de nombreuses grandes économies de l'OCDE – notamment en Europe. La situation semble avoir pesé aussi bien sur les sorties que sur les entrées d'IDE. Les entreprises ayant des activités dans des économies aux performances macroéconomiques faibles sont moins attrayantes pour les investisseurs extérieurs, et peuvent dans le même temps, si leur rentabilité en souffre, réduire leurs investissements à l'étranger.

La modération de l'activité d'IDE en 2003 est également imputable au fait que plusieurs secteurs qui avaient été le théâtre d'investissements transfrontières débridés à la fin des années 90 et en 2000 sont désormais entrés dans une phase de consolidation. Les entreprises sont moins enclines à se lancer dans de nouvelles acquisitions à l'étranger tant que l'intégration stratégique de celles des années récentes n'est pas achevée. Cette prudence peut être encore renforcée par le fait que dans certains secteurs, et notamment dans la « nouvelle économie », le prix de certaines acquisitions a pu être excessif. Enfin, les entreprises qui ont acquis des actifs prisés à l'étranger ont, dans certains cas, commencé à revendre des activités périphériques sur place. Dans la mesure où ces actifs sont vendus à des investisseurs nationaux, ces désinvestissements agissent à la baisse sur les chiffres globaux d'entrées d'IDE.

Pour autant, la contraction de l'IDE des années récentes n'est pas synonyme d'une faiblesse de l'activité d'IDE au regard des performances passées. Les entrées d'IDE dans la zone OCDE, par exemple, soutiennent avantageusement la comparaison avec les niveaux du début et du milieu des années 90, même si elles sont très inférieures aux niveaux enregistrés lors de l'année record 2000.

---

* Cet article a été préparé par Hans Christiansen et Ayse Bertrand de la Division de l'investissement, OCDE. Nos remerciements vont à la Direction de la coopération pour le développement pour sa contribution statistique à certaines parties.

1.1 Poursuite du recul de l'IDE dans la plupart des pays de l'OCDE

Les entrées d'IDE ont reculé de 28 pour cent en 2003

L'IDE à destination et en provenance des pays de l'OCDE a poursuivi sa chute en 2003. Les entrées sont passées de 535 milliards d'USD en 2002 à une estimation de 384 milliards d'USD en 2003 (tableau 1), soit un recul d'environ 28 pour cent. Ce résultat correspond aux prévisions des *Perspectives de l'investissement international* de l'année dernière qui, sur la base des fusions et des acquisitions enregistrées au premier semestre, envisageaient pour 2003 une chute des entrées d'IDE comprise entre 25 et 30 pour cent. Il indique en outre que, contrairement aux attentes générales de l'époque, le second semestre de 2003 n'a pas été le théâtre d'une reprise significative de l'activité.

Les sorties d'IDE restent globalement identiques. En 2003, elles se sont montées à 576 milliards d'USD, contre 567 milliards d'USD l'année précédente, soit une hausse de moins de 2 pour cent.

La contribution classique des pays de l'OCDE – un apport net d'IDE au reste du monde – s'est beaucoup renforcée. Les flux nets d'IDE à destination des économies non membres ont atteint 192 milliards d'USD, résultat spectaculaire face aux 32 et aux 52 milliards d'USD des années 2002 et 2001.

L'Amérique du Nord a été particulièrement touchée

Le repli des entrées d'IDE a touché toutes les grandes régions, mais plus encore l'Amérique du Nord. Les entrées d'IDE aux États-Unis ont atteint 40 milliards d'USD en 2003, contre 72 milliards d'USD en 2002, soit un recul de 45 %. Ce résultat est partiellement imputable à une révision à la hausse des données de 2002. L'année 2003 est ainsi devenue la première de l'histoire (au lieu de 2002 comme on l'avait précédemment annoncé) au cours de laquelle la Chine a dépassé les États-Unis au palmarès mondial des pays bénéficiaires d'IDE[1]. Le Canada, de son côté, a vu ses entrées d'IDE régresser de 15 milliards d'USD (soit environ 70 pour cent), en raison du choix qu'auraient fait les investisseurs des États-Unis de s'intéresser à des contrées plus lointaines. Le Japon, qui n'est pas un pays bénéficiaire important d'investissements directs, a vu ses entrées reculer d'environ un tiers en 2003 par rapport à un niveau antérieur déjà quelconque sur la scène internationale.

Un panorama européen contrasté

En 2003, les entrées d'IDE dans les pays européens ont été inférieures de 23 pour cent à celles de 2002 (le recul dans l'UE et la zone euro a été comparable). Ce chiffre cache des différences tendancielles tout à fait considérables entre les pays. Globalement, la plupart des nations européennes ont connu un déclin supérieur à la moyenne, dont l'effet sur les chiffres globaux a été atténué par la résistance de l'IDE dans quelques pays relativement grands. Voici quelles sont les principales évolutions :

- C'est en Europe centrale qu'on a relevé les plus forts reculs relatifs des entrées d'IDE. Celles des Républiques slovaque et tchèque ont diminué de 85 et 70 pour cent, à cause en partie de l'incidence exceptionnelle de gros projets d'investissement comptabilisés en 2002 (respectivement dans le secteur automobile et le secteur énergétique).

Tableau 1. Flux d'investissement direct à destination et en provenance des pays de l'OCDE : 2000-2003

(milliards d'USD)

	Sorties				Entrées			
	2000	2001	2002p	2003e	2000	2001	2002p	2003e
Australie	0.7	12.2	7.6	14.3	13.2	4.7	16.5	7.8
Autriche	5.7	3.1	5.3	7.1	8.8	5.9	1.0	6.9
Belgique/Luxembourg	218.4	100.6	..	..	221.0	84.7	..	..
Belgique	..	..	11.0	39.0	..	..	13.1	31.3
Luxembourg	..	..	126.2	81.8	..	..	117.1	73.2
Canada	44.7	36.1	26.4	21.6	66.8	27.5	21.0	6.6
République tchèque	0.0	0.2	0.2	0.2	5.0	5.6	8.5	2.6
Danemark	26.5	13.4	5.7	1.2	33.8	11.5	6.6	2.6
Finlande	24.0	8.4	7.6	-7.4	8.8	3.7	7.9	2.8
France	177.5	86.8	49.5	57.3	43.3	50.5	48.9	47.0
Allemagne	56.6	36.9	8.6	2.6	198.3	21.1	36.0	12.9
Grèce	2.1	0.6	0.7	0.0	1.1	1.6	0.1	0.7
Hongrie	0.6	0.4	0.3	1.6	2.8	3.9	2.8	2.5
Islande	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1
Irlande	4.6	4.1	3.1	1.9	25.8	9.7	24.4	25.5
Italie	12.3	21.5	17.1	9.1	13.4	14.9	14.6	17.0
Japon	31.5	38.4	32.3	28.8	8.3	6.2	9.2	6.3
Corée	5.0	2.4	2.6	3.4	9.3	3.5	2.4	3.2
Mexique	..	4.4	1.0	..	16.4	26.6	14.4	10.7
Pays-Bas	75.6	48.0	34.6	36.1	63.9	51.9	25.6	19.7
Nouvelle-Zélande	0.6	0.9	-1.0	-0.1	1.3	4.2	-0.6	0.8
Norvège	7.6	-1.3	4.2	2.6	6.9	2.0	0.7	2.2
Pologne	0.0	-0.1	0.2	0.4	9.3	5.7	4.1	4.2
Portugal	7.5	7.6	3.3	0.1	6.8	5.9	1.8	1.0
République slovaque	0.0	0.1	0.0	0.0	2.4	1.6	4.1	0.6
Espagne	54.7	33.1	31.5	23.4	37.5	28.0	35.9	25.6
Suède	40.7	6.4	10.7	10.6	23.2	11.9	11.6	3.4
Suisse	44.7	18.2	7.6	10.9	19.3	8.9	5.7	12.2
Turquie	0.9	0.5	0.2	0.5	1.0	3.3	1.0	0.6
Royaume-Uni	233.5	58.9	35.2	55.3	118.8	52.7	27.8	14.6
États-Unis	159.2	120.0	134.8	173.8	321.3	167.0	72.4	39.9
Ensemble de l'OCDE	**1 235.8**	**661.9**	**566.7**	**576.3**	**1 288.0**	**624.9**	**535.0**	**384.4**

Notes : les données sont converties en USD sur la base des taux de change moyens. p : données préliminaires ; e : estimations.

Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

- Les flux d'investissement direct en Allemagne ont chuté de 64 pour cent, enregistrant ainsi la deuxième plus forte baisse absolue de l'histoire avec un recul de 23 milliards d'USD par rapport à 2002.

- D'autres baisses importantes ont été observées dans les pays scandinaves. En 2003, les entrées d'IDE en Suède et en Finlande ont reculé des deux tiers environ, sous l'effet entre autres de transferts de propriété au sein de la première banque commerciale scandinave.

- Après une année 2002 aux performances déjà quelconques, les flux d'IDE à destination du Royaume-Uni ont chuté de presque 50 pour cent en 2003.

- Parmi les pays dont les entrées d'IDE se sont maintenues, la France se distingue par le volume qu'elle continue d'attirer. En 2003, ces entrées ont atteint 47 milliards d'USD, à peine moins qu'en 2002, et trois fois plus qu'en Allemagne et au Royaume-Uni. L'acquisition de biens immobiliers par des investisseurs étrangers semble avoir joué un grand rôle.

- Les chiffres indiquent que l'Espagne s'est aussi fort bien maintenue tant du point de vue des entrées que des sorties d'IDE. Néanmoins, la prudence s'impose dans l'analyse. On pense en effet que l'expansion des entreprises appelées ETVE en espagnol (sociétés holding de gestion de participations étrangères) a pu gonfler les entrées et les sorties brutes d'IDE du pays[2].

- Certains petits pays européens ont enregistré en 2003 de fortes hausses des entrées d'IDE, dues dans la plupart des cas à des niveaux d'investissement particulièrement bas l'année précédente. La Suisse, l'Autriche et la Norvège par exemple, ont ainsi vu leurs entrées d'IDE doubler.

Si l'on remonte un peu plus loin dans le temps, les entrées d'IDE des pays de l'OCDE ont, en moyenne, reculé de 70 pour cent depuis leur apogée de 2000. Sur cette période, parmi les grands pays, ce sont l'Allemagne, aux statistiques fortement influencées par une très grande acquisition transfrontière dans le secteur des télécommunications en 2000, les États-Unis et le Royaume-Uni qui, avec respectivement 94, 87 et 87 pour cent, ont connu les replis relatifs les plus marqués. Le déclin particulièrement important, et comparable, de ces deux derniers grands pays illustre le fait qu'une part considérable de l'activité soutenue de la fin des années 90 et de l'année 2000 est imputable à une vague d'acquisitions transfrontières réciproques.

Tableau 2. Entrées cumulées d'IDE dans les pays de l'OCDE, 1994-2003

(milliards d'USD)

Entrées		Sorties		Sorties nettes	
États-Unis	1 349.6	États-Unis	1 331.0	Royaume-Uni	415.6
Belgique/Luxembourg	762.7	Royaume-Uni	878.6	France	301.0
Royaume-Uni	463.1	Belgique/Luxembourg	767.0	Japon	217.6
Allemagne	387.0	France	652.7	Suisse	108.5
France	351.6	Allemagne	452.7	Pays-Bas	96.3
Pays-Bas	286.5	Pays-Bas	382.8	Allemagne	65.6
Canada	208.1	Japon	268.0	Espagne	46.7
Espagne	183.5	Canada	237.3	Canada	29.2
Suède	168.2	Espagne	230.1	Finlande	26.7
Mexique	138.2	Suisse	190.4	Italie	25.9
Irlande	120.0	Suède	150.2	Belgique/Luxembourg	4.3
Danemark	91.7	Italie	112.4	Portugal	3.4
Italie	86.5	Danemark	82.0	Norvège	2.2
Australie	82.2	Finlande	72.6	Islande	0.5
Suisse	81.9	Australie	57.3	Corée	-3.4
Pologne	52.0	Norvège	37.7	Grèce	-5.0
Japon	50.5	Corée	37.5	Turquie	-7.0
Finlande	45.9	Autriche	33.6	Autriche	-7.6
Autriche	41.2	Portugal	29.2	Danemark	-9.7
Corée	40.9	Irlande	26.7	République slovaque	-10.9
République tchèque	37.9	Mexique[1]	5.4	Nouvelle-Zélande	-17.0
Norvège	35.5	Hongrie	3.9	Suède	-18.0
Hongrie	32.4	Grèce	3.7	États-Unis	-18.7
Portugal	25.7	Turquie	3.6	Australie	-24.8
Nouvelle-Zélande	19.9	Nouvelle-Zélande	2.9	Hongrie	-28.4
République slovaque	11.0	Islande	1.5	République tchèque	-36.7
Turquie	10.6	République tchèque	1.2	Pologne	-50.9
Grèce	8.7	Pologne	1.1	Irlande	-93.3
Islande	1.0	République slovaque	0.1	Mexique[1]	-132.9
Ensemble de l'OCDE	**5 174.0**	**Ensemble de l'OCDE**	**6 053.1**	**Ensemble de l'OCDE**	**879.2**

1. Sur la base des données des sorties de 2001 et 2002 seulement.

Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

Les sorties nettes à destination des pays pauvres sont en hausse

Les premiers fournisseurs aux autres pays ont été, par ordre décroissant d'importance (hors Luxembourg : voir note 1), les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Japon. Les entreprises des États-Unis sont de loin les investisseurs directs les plus actifs de la planète, avec 174 milliards d'USD de sorties enregistrées en 2003. Globalement, les sorties d'IDE des États-Unis se sont étonnamment bien maintenues durant les années qui ont suivi la flambée des investissements de 1999-2000 – période qui a peut-être constitué une bulle d'investissement. Les sorties d'IDE des États-Unis n'ont jamais été inférieures à 120 milliards d'USD, même lorsque les autres pays traditionnellement actifs dans ce domaine ont vu les leurs s'effondrer. Les États-Unis sont ainsi devenus contributeurs nets d'investissement direct pour le reste du monde, ce qui constitue une inversion complète de la tendance observée durant l'explosion des « dotcoms ».

Au cours de la décennie écoulée, la zone OCDE a clairement affirmé son statut de principal apporteur d'IDE de la planète (voir aussi plus loin la section 3). Ses sorties nettes ont ainsi atteint 879 milliards d'USD entre 1994 et 2003 (voir tableau 2). Le Royaume-Uni, la France, le Japon, la Suisse et les Pays-Bas ont été les principaux exportateurs nets d'IDE. En revanche, les États-Unis, qui sont de loin le premier apporteur et le premier bénéficiaire d'IDE, ont presque équilibré leurs entrées et leurs sorties, et sont en fait, sur les dix dernières années, bénéficiaires nets.

1.2 Une forte activité dans certains pays non membres de l'OCDE

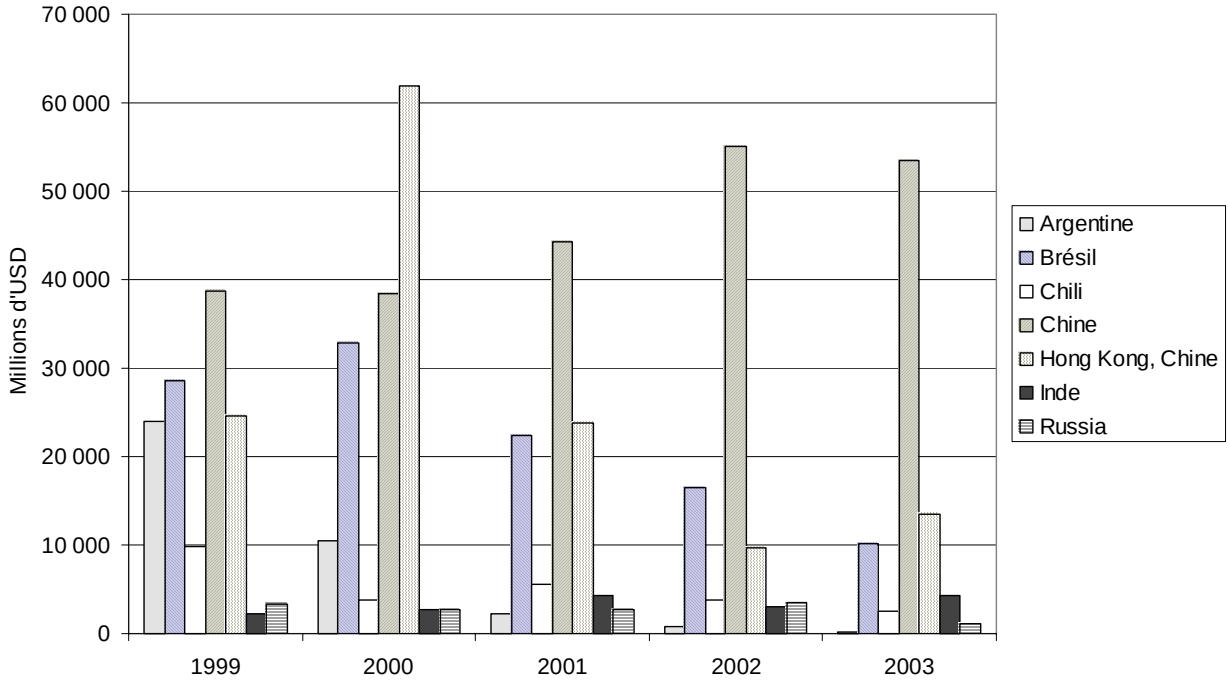
Les investisseurs visant les pays en développement partent à l'assaut des grands marchés

Globalement, les entrées d'IDE des pays non membres de l'OCDE se sont mieux maintenues ces dernières années que celles de la zone OCDE. D'un côté, cela n'est guère surprenant dans la mesure où l'accumulation des investissements, à son sommet en 2000, a également touché les pays de l'OCDE disproportionnellement. De l'autre, il semble que la nature de l'IDE à destination des pays en développement ait quelque peu changé au cours de la décennie écoulée. Naguère, on considérait souvent que les entreprises multinationales investissaient dans les pays en développement pour accéder à des ressources ou intégrer à leur chaîne mondiale de valeur des implantations géographiques où les salaires étaient bas. Aujourd'hui, on constate que les entreprises investissent de plus en plus dans les principaux pays en développement afin de desservir leurs clients locaux ou d'acquérir une position stratégique sur des marchés prometteurs. Cette tendance a été renforcée par les programmes de privatisation qu'ont menés de nombreux pays en développement à revenu élevé et intermédiaire, au cours des années 90, dans le but de transférer des services nationaux d'utilité publique à des investisseurs stratégiques privés.

Un bon exemple : la Chine

L'entrée d'investisseurs à la recherche de marchés est à son paroxysme en Chine continentale, qui n'a rien connu de la tendance au recul des investissements que l'on constate presque partout ailleurs depuis 2000. Après 2002, les entrées d'investissement direct ont légèrement reculé en 2003 (graphique 1). Avec des entrées totales atteignant 53 milliards d'USD, la Chine n'en est pas moins restée le premier ou le second bénéficiaire d'IDE de la planète[3]. Les entrées d'investissement concernant Hong Kong, Chine ont, en 2003, ajouté 13 milliards d'USD à l'économie chinoise globale. Ce chiffre doit toutefois être interprété avec prudence, dans la mesure où il pourrait en partie traduire l'utilisation par les entreprises chinoises de sociétés enregistrées à Hong Kong, Chine à des fins d'investissement sur le continent.

Graphique 1. Entrées d'IDE dans les pays en développement et dans d'autres pays



Source : Statistiques financières internationales du FMI et sources nationales.

D'autres grands pays affichent un potentiel élevé

L'Inde, deuxième pays du monde par la population, est très loin de pouvoir rivaliser avec la Chine en termes d'entrées d'IDE, mais a beaucoup progressé ces dix dernières années. Profitant essentiellement d'une politique nouvelle qui autorise désormais les investissements étrangers dans un nombre croissant de secteurs, les entrées d'IDE, parties de presque rien dans les années 90, y ont chaque année dépassé 2 milliards d'USD depuis 1995. Avec 4 milliards d'USD, les entrées de 2003 se sont situées juste au-dessous de celles de l'année record 2001.

Les entrées d'IDE en Russie, légèrement supérieures à 1 milliard d'USD en 2003, sont descendues à leur plus bas niveau depuis le milieu des années 90. Ceci est révélateur d'une caractéristique ancienne des entrées d'investissement en Russie : elles alimentent essentiellement les secteurs des ressources naturelles, ainsi que quelques activités de services telles que le commerce et la distribution dans les grandes villes. La situation de l'investissement en Russie fait l'objet d'un autre chapitre de cette édition des *Perspectives de l'investissement international.*

L'Amérique du Sud est touchée par la crise argentine

Ces dernières années, les investissements directs visant l'Amérique du Sud ont été influencés par deux grands facteurs : un relâchement de l'intérêt des investisseurs similaire à celui qui a touché la zone OCDE, et les répercussions de la crise argentine. Sans surprise, les entrées en Argentine même ont pratiquement cessé, passant de 24 milliards d'USD en 1999, niveau élevé par rapport à d'autres pays, à 230 millions d'USD à peine en 2003. Entre 2000 et 2003, l'affaissement a ainsi atteint 90 %. De son côté, le Brésil a été moins affecté qu'on aurait pu le craindre. Les entrées d'IDE y ont reculé de

moitié depuis leur sommet de 2000, résultat plutôt positif par rapport à une baisse moyenne atteignant les deux tiers dans l'ensemble de la zone OCDE.

Le Chili constitue un autre cas intéressant. Avec un recul des entrées d'investissement direct des deux tiers depuis le niveau record de 1999/2000 (moyenne des deux années, retenue pour compenser la faiblesse des chiffres de 2000), les performances de ce pays en matière d'IDE sont moins bonnes que celles du Brésil, mais avoisinent les performances moyennes de l'OCDE. Certains observateurs ont estimé que le Chili avait peut-être atteint ce que l'on appelle parfois une « maturité des investissements », indiquant par là que non seulement ce pays commence à accéder au statut d'exportateur important d'IDE, mais aussi que les entités à capitaux étrangers de l'économie chilienne fonctionnent de plus en plus comme des entreprises nationales, recherchant leurs partenaires économiques et leurs financements (ce qui est important dans le contexte de l'IDE) sur le plan local. Doté de stocks d'IDE déjà très élevés par rapport à la taille de son économie et ayant achevé son processus national de privatisation, le Chili aura pour défi d'élargir son attrait pour les investisseurs étrangers au-delà des secteurs destinataires habituels.

Les problèmes du Moyen-Orient

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est une zone dont l'attrait potentiel pour les investisseurs semble élevé, mais s'est peu concrétisé jusqu'ici. Grâce en partie à une ouverture plus forte mais limitée à l'investissement étranger, l'IDE y a augmenté ces dernières années, mais pas aussi vite que dans certaines autres régions en développement. Les entrées nettes d'IDE dans les pays de cette région pour lesquels on dispose des statistiques nécessaires ont atteint 7.4 milliards d'USD en 1998, mais sont retombées à seulement 2 milliards d'USD en 2003, année au cours de laquelle l'ensemble des autres régions en développement de la planète ont bénéficié de beaucoup plus d'IDE[4].

Au cours de la période 1998-2000, les entrées d'IDE par habitant dans les pays de la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont atteint en moyenne 21 USD par an, c'est-à-dire beaucoup moins que les 1 321 USD enregistrés dans la zone OCDE en 2000[5]. D'un pays à l'autre de la région, on a constaté au cours de cette période des écarts importants : les entrées d'IDE ont ainsi atteint 0.2 USD par an et par habitant en Algérie, 12 USD au Yémen et 155 USD en Arabie Saoudite. Mesurées par rapport à la taille des économies nationales, les entrées d'IDE ont par ailleurs joué un rôle relativement modeste dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. En 1998-2000, le taux moyen de l'IDE rapporté au PIB n'atteignait que 0.9 pour cent, soit aussi peu que dans les pays de l'Afrique subsaharienne, et nettement moins que les 3 pour cent enregistrés en Amérique latine et en Asie orientale.

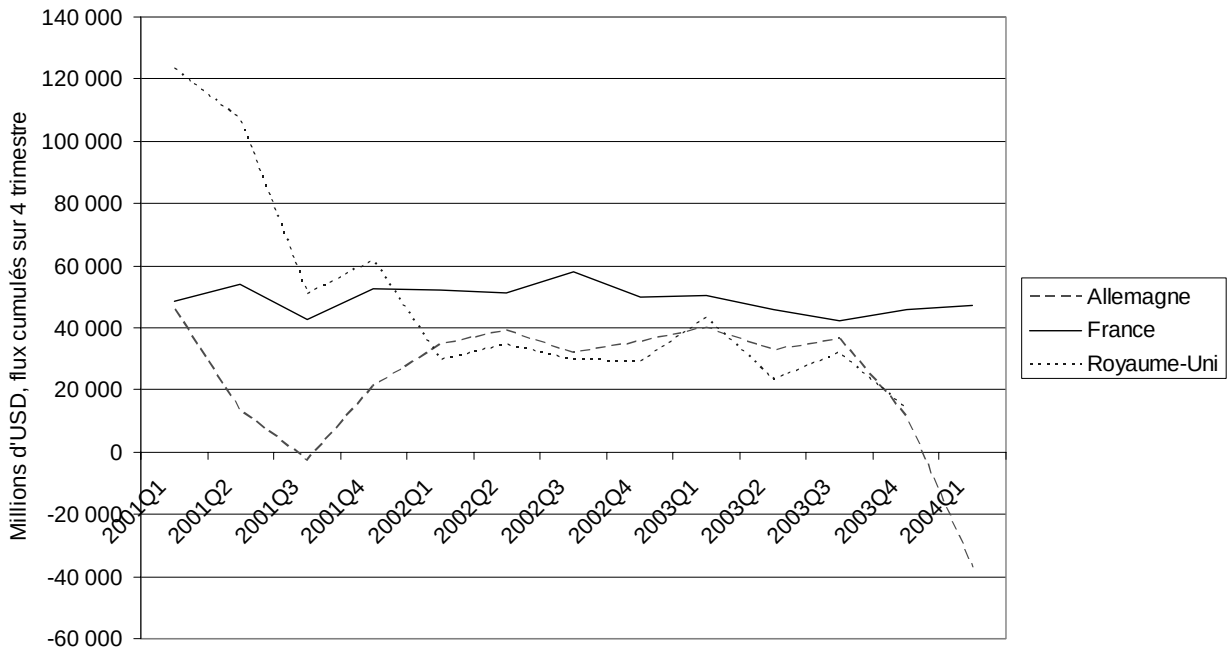
1.3 Perspectives futures

Les perspectives à court terme semblent modestes

À ce jour, les informations sur les tendances de l'IDE au premier trimestre 2004 sont relativement rares, et les données dont on dispose doivent être interprétées avec une prudence extrême en raison de la volatilité bien connue des chiffres trimestriels nationaux de l'investissement. Cela dit, l'analyse des tendances trimestrielles récentes de la zone OCDE considérée dans son ensemble fournit quelques éléments complémentaires intéressants[6]. Tout d'abord, les entrées d'IDE dans les pays de l'OCDE semblent avoir fléchi tout au long de 2003. Au quatrième trimestre 2003, elles ont atteint 75 milliards d'USD, le chiffre trimestriel le plus bas enregistré pour l'instant au XXIe siècle. Ce résultat infirme l'hypothèse, formulée par certains, d'un retournement dans le courant de l'année faisant suite à un IDE relativement faible en 2003.

En second lieu, on observe dans certains pays des signes récents d'un désinvestissement massif des entreprises étrangères. Le graphique 2 en illustre l'évolution trimestrielle (lissée sur quatre trimestres glissants) dans les principales économies européennes. Dans le cas de l'Allemagne, les entrées d'investissement du quatrième trimestre 2003 et du premier trimestre 2004 ont été fortement négatives. Les chiffres préliminaires relèvent des sorties brutes supérieures à 30 milliards d'USD au cours du premier trimestre 2004, qui traduisent des retraits de fonds par d'anciens apporteurs d'IDE. Le graphique 2 permet aussi de conclure que les entrées d'IDE du Royaume-Uni ont continué à s'infléchir légèrement en 2003 (les chiffres 2004 ne sont pas encore disponibles), pendant que semblait persister jusqu'en 2004 la remarquable résistance des entrées d'IDE en France.

Graphique 2. Entrées trimestrielles d'IDE



Source : base de données des principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Une reprise est prévue à plus long terme

Si les perspectives à court terme de l'IDE ne sont pas particulièrement encourageantes, on pourrait assister à une remontée à légèrement plus long terme. Les prévisions macroéconomiques, y compris celles établies par l'OCDE, laissent présager une reprise conjoncturelle dans les principaux pays de l'OCDE et une hausse des bénéfices des entreprises au cours des deux années à venir. La valorisation du marché des actions, autre moteur essentiel de l'IDE, a elle aussi connu une forte hausse. Ainsi, une fois que le processus d'ajustement structurel en cours dans de nombreux pays sera parvenu à son terme, on devrait assister à une nouvelle poussée des fusions et acquisitions transfrontières et d'autres types d'investissements directs.

D'aucuns ont mis en avant les menaces que font planer sur les perspectives à plus long terme les préoccupations que peut susciter l'investissement transfrontière. Au sein de l'Union européenne, le changement perceptible d'attitude face à l'IDE peut constituer un facteur dissuasif, en particulier pour les projets de premier plan. On attendait de l'introduction de l'euro qu'elle déclenche une

consolidation européenne dans de nombreux secteurs et qu'elle attire des investisseurs étrangers désireux de s'implanter sur des marchés européens de plus en plus intégrés. Telles étaient, il y a quelques années, les perspectives saluées ou acceptées par les responsables de l'action publique. Et pourtant, on a constaté dans certains pays des hésitations face à la reprise de grandes entreprises nationales par des concurrents étrangers, y compris de l'UE. Il est certes improbable qu'un grand nombre d'acquisitions transfrontières soient réellement gênées par de telles considérations, mais il se peut néanmoins que de grandes entreprises décident, au sein de l'UE, d'appliquer une stratégie plus prudente en matière d'investissements transfrontières.

Les inquiétudes actuelles du public concernant l'IDE exercent une influence négative

Le débat sur l'externalisation d'activités par les entreprises qui a refait surface dans certains des pays membres de l'OCDE les plus importants est un autre facteur susceptible de peser sur l'IDE. Face aux pertes d'emplois non négligeables des secteurs industriels, il n'est pas surprenant que les sociétés mettent sur la sellette les stratégies d'implantation de leurs plus grandes entreprises. Néanmoins, que ce soit ou non dans le contexte de l'investissement direct, l'industrialisation connaît depuis ses débuts un phénomène de délocalisation des processus de production qui nécessitent une faible qualification au profit de pays aux salaires moins élevés, et ces transferts ont fortement contribué au bien-être des pays d'origine comme des pays destinataires.

Globalement, la plupart des observateurs s'attendent cependant à une hausse de l'IDE à moyen terme. Par exemple, une enquête récente sur les intentions des investisseurs publiée par la CNUCED a montré que plus de 70 pour cent des plus grandes multinationales prévoyaient une hausse de l'IDE au cours des trois prochaines années[7]. La répartition de cette hausse ne toucherait pas les pays de manière égale : globalement, les pays en développement et en transition semblent être davantage visés par les plans d'investissement des entreprises que les grandes économies de l'OCDE. L'enquête indique que les régions les plus susceptibles de bénéficier d'un regain d'IDE sont l'Europe centrale et orientale et l'Asie. En Europe centrale et orientale, la Pologne, membre de l'OCDE, est en tête, accompagnée de la Fédération de Russie. En Asie, les entreprises pensent que la Chine devrait bénéficier encore plus qu'aujourd'hui des flux d'IDE, et prévoient un redressement de ceux-ci en Inde et en Thaïlande.

2. La mutation des profils sectoriels : les services passent sur le devant de la scène

La répartition sectorielle de l'IDE connaît une mutation

Ces dernières années, la répartition sectorielle de l'IDE a changé de façon notable. Dans le passé, les industries manufacturières représentaient au moins la moitié des entrées annuelles d'IDE dans les pays de l'OCDE, le secteur des services (définis largement, c'est-à-dire incluant le bâtiment/travaux publics et les services d'utilité publique) enregistrant une part légèrement inférieure, et le secteur primaire rarement plus de 5 pour cent des flux totaux. Au cours de la forte hausse des investissements de la fin des années 90 et de l'année 2000, le secteur des services avait vu sa part passer à deux tiers des entrées totales de l'OCDE (figure 3), progression alors attribuée au fait que maintes activités de la « nouvelle économie » et autres activités de haute technologie prisées par les investisseurs entraient dans la catégorie des services. Mais la part de ce secteur dans l'IDE a continué d'augmenter malgré l'éclatement de la bulle boursière et le ralentissement des investissements transfrontières. En 2002, les services ont ainsi représenté plus de 75 pour cent des entrées d'IDE dans la zone OCDE.

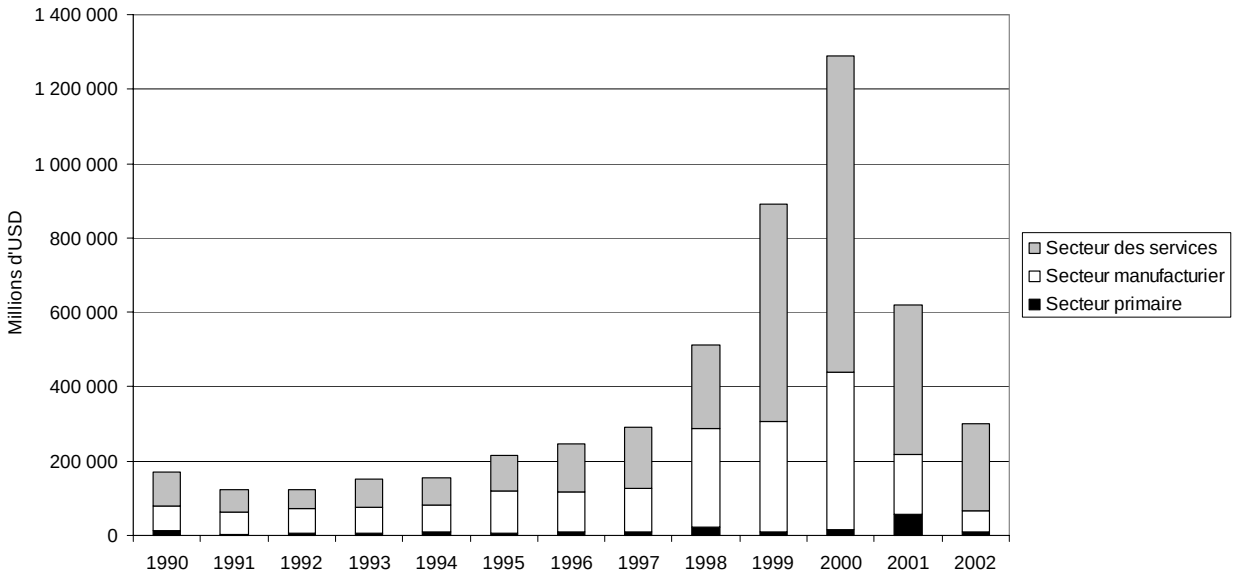
Il n'est guère possible d'en tirer des certitudes sur le rôle futur des activités de services dans l'IDE, mais il se peut que nous ayons assisté à un basculement se soldant par une domination durable des services. Dans le passé, l'investissement direct était considéré comme lié au secteur manufacturier, auquel s'ajoutaient certains services connexes, car il trouvait sa justification principale dans la

disponibilité de ressources à l'étranger et dans le souhait d'internationaliser les chaînes de valeur des entreprises afin de bénéficier des coûts inférieurs (principalement de main-d'œuvre) qu'offraient d'autres pays. C'est le caractère essentiellement local de la consommation de services qui avait jusqu'ici empêché les activités de services, dans une certaine mesure, de jouer un rôle dominant dans l'IDE.

Les activités de services prédominent

Néanmoins, la nature de l'IDE évolue, et les activités de services font de même. Dans de nombreux pays, les privatisations ont transformé en services commerciaux des activités auparavant assurées par le secteur public, et un nombre croissant d'entreprises industrielles cessent d'assurer des services en interne pour les confier à des prestataires extérieurs. Autrement dit, la chaîne de valeur d'une entreprise industrielle moyenne implique davantage d'entreprises de services qu'auparavant. Cette évolution a été grandement facilitée par l'avènement de technologies multimédias de type Internet, qui ont permis par exemple à de très nombreuses entreprises de sous-traiter à des prestataires lointains leurs centres d'appels, leurs développements logiciels ou leurs services financiers.

Graphique 3. Répartition sectorielle des entrées totales d'IDE dans la zone OCDE



Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

Les motivations et les stratégies des entreprises vis-à-vis de l'IDE ont pu aussi évoluer. Des enquêtes portant sur les intentions des investisseurs suggèrent qu'un nombre croissant de projets d'investissement ont été motivés au moins partiellement, au cours de la décennie écoulée, par la volonté de pénétrer commercialement le marché du pays hôte et de produire localement. Une telle évolution, si elle a vraiment pris place, œuvre en faveur des activités de services qu'il est relativement aisé de produire au moyen d'intrants locaux.

2.1 Des différences nationales

Les principaux bénéficiaires de l'IDE dans le secteur des services sont généralement les pays qui sont en tête du palmarès des entrées totales d'IDE[8]. Les États-Unis ont ainsi reçu près de 800 milliards

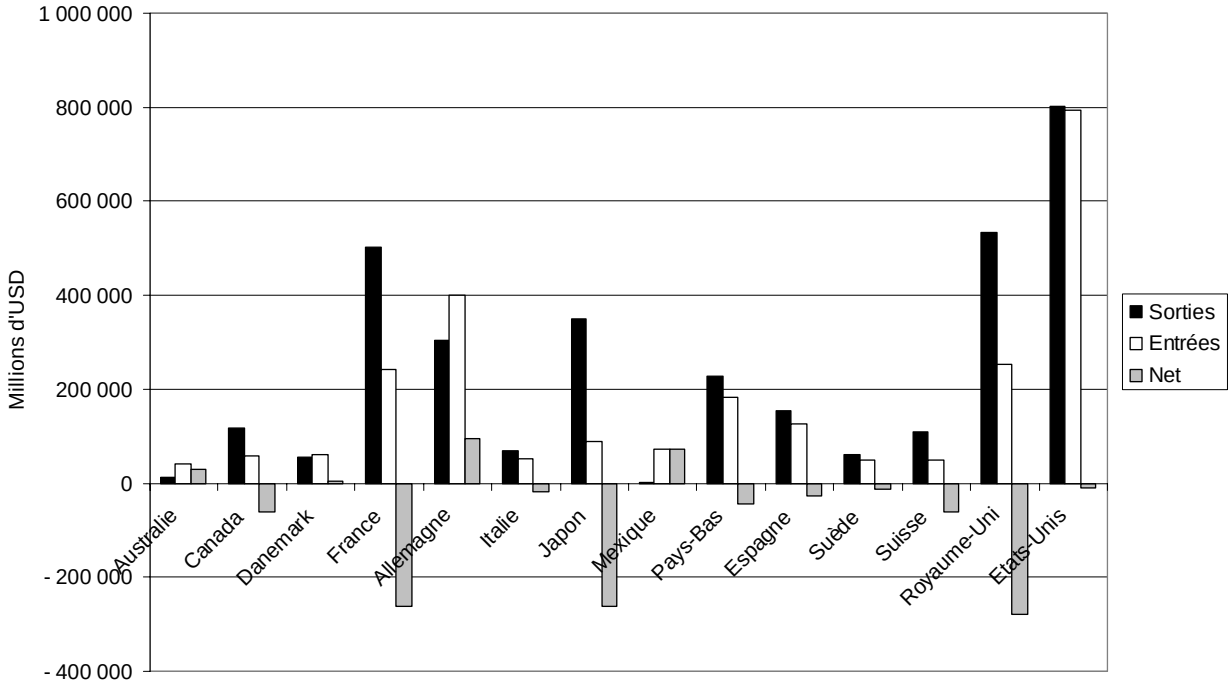
d'USD d'IDE pour leurs services entre 1990 et 2002, suivis par l'Allemagne (400 milliards d'USD), le Royaume-Uni (250 milliards d'USD) et la France (240 milliards d'USD). Le rang de l'Allemagne est dans une certaine mesure imputable à quelques très grandes fusions et acquisitions transfrontières qui se sont produites dans le pays à la fin des années 90.

Au fil des années, les économies de l'OCDE ont été un exportateur net essentiel d'IDE pour les activités de services du reste du monde. D'un côté, cela ne constitue pas une surprise : en ce qui concerne l'IDE en général, l'OCDE a toujours été un exportateur majeur de capitaux. Entre 1990 et 2002, les sorties nettes globales visant le reste du monde ont ainsi dépassé 1 000 milliards d'USD. D'un autre côté, la prééminence du secteur des services dans ces montants est frappante : les trois quarts de l'ensemble des sorties nettes ont, durant cette période, constitué des investissements dans le secteur des services[9].

Les flux nets d'IDE visant les services proviennent essentiellement de trois pays

La grande majorité des sorties nettes visant le secteur des services provient de trois pays : le Royaume-Uni, le Japon et la France (figure 4). Dans chacun de ces pays, les sorties nettes ont dépassé 2 000 milliards d'USD entre 1990 et 2002. À l'inverse, si les États-Unis ont de loin enregistré les flux bruts les plus élevés au cours de cette même période, leurs entrées et leurs sorties se sont pratiquement équilibrées. Parmi les autres pays dont les activités de services ont été exportatrices nettes d'IDE figurent le Canada, les Pays-Bas et la Suisse.

Graphique 4. IDE à destination du secteur des services dans quelques pays de l'OCDE, 1990-2002



Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

2.2 « Anciens » services et « nouveaux » services

La répartition change au sein même du secteur des services

Dans le passé, l'IDE visant les services alimentait principalement des activités « anciennes » telles que le commerce (de détail et de gros) et l'intermédiation financière. Durant la première moitié des années 90, ces deux secteurs ont en général représenté les deux tiers de l'IDE des services de la zone OCDE (tableau 3). En 2002, la part de ce secteur n'était plus que d'un tiers, et le destinataire principal de cet IDE était devenu le secteur des services aux entreprises. Par ailleurs, les secteurs des transports et des communications, stimulés par les privatisations, la téléphonie mobile et l'avènement des technologies multimédias, sont sortis d'une obscurité presque totale pour capter près de 16 pour cent de l'IDE des services en 2002.

Tableau 3. Répartition des entrées d'IDE dans le secteur des services, ensemble de l'OCDE

(parts en pourcentage des entrées totales dans le secteur des services)

	1990	1995	2000	2002
Commerce	22.1	19.0	11.2	9.3
Transports et communications	0.9	4.1	12.6	15.7
Intermédiation financière	44.6	37.8	37.1	25.7
Services aux entreprises	3.5	20.0	31.3	31.7
Autres services	28.9	19.1	7.7	17.5

Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

Les télécommunications et la « nouvelle économie » ont pris de l'importance

Dans chaque pays, la répartition des entrées d'IDE varie fortement selon le segment du marché des services considéré. Elle est généralement moins inégale dans les secteurs « anciens » que dans les secteurs ayant connu une croissance rapide à la fin des années 90. L'intermédiation financière en est un bon exemple. Les deux pays qui accueillent les centres financiers probablement les plus importants, les États-Unis et le Royaume-Uni, ont bénéficié, comme on peut s'y attendre, de la plus grosse part des entrées totales d'IDE dans ce secteur au cours de la décennie écoulée, mais les pays de l'Europe continentale figurent aussi en bonne place (graphique 5, partie A). Dans le cas des Pays-Bas, les chiffres sont néanmoins biaisés par le fait que de nombreuses entreprises, pour des raisons juridiques, établissent volontiers dans ce pays des sociétés holding et des entités ad hoc que les autorités classent dans les services financiers.

La domination du Royaume-Uni et des États-Unis en tant que bénéficiaires d'IDE dans le secteur des transports et des communications s'est beaucoup renforcée depuis 1990. Ces deux pays ont attiré près de 60 pour cent de l'ensemble de l'investissement direct de l'OCDE dans ce secteur (graphique 5, partie B). Ce chiffre traduit la prédominance ancienne des fusions et des acquisitions transatlantiques entre pays anglophones dans des domaines tels que les télécommunications. L'Allemagne et les Pays-Bas sont aussi devenus des bénéficiaires importants de cet IDE principalement originaire d'autres pays de l'Union européenne.

Dans le domaine des services aux entreprises, l'Allemagne se détache très nettement comme étant le premier bénéficiaire d'IDE de l'OCDE entre 1990 et 2002 (graphique 5, partie C). Ce résultat s'explique dans une large mesure par quelques très grands rachats transfrontières effectués en Allemagne, dont l'opération Vodafone-Mannesmann (la plus grosse fusion-acquisition transfrontière du monde à ce jour) qui, bien que conçue stratégiquement comme une association de la téléphonie

mobile des deux entreprises, a été comptabilisée comme un investissement direct étranger dans les services aux entreprises car Mannesmann était classée parmi les entreprises de services techniques. D'autres pays européens, la France notamment, se placent aussi aux premiers rangs de ce secteur, tandis que les États-Unis, par comparaison, n'ont été bénéficiaires que de 11 pour cent des entrées totales.

3. L'IDE dans les pays non membres de l'OCDE : une source de financement pour le développement

Les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations Unies guident les efforts d'amélioration du niveau de vie des pays en développement. Il est clair pour la plupart des observateurs que le financement de ces objectifs reposera tout particulièrement sur la mobilisation de ressources nationales, que viendront compléter des financements externes tels que l'IDE et l'aide publique au développement (APD). Le Consensus de Monterrey, adopté en mars 2002 à l'appui de ces objectifs, illustre la nécessité pour les pays en développement de disposer de politiques qui, mobilisant les ressources nationales et attirant l'investissement privé, permettent d'utiliser l'aide avec efficacité. De son côté, la communauté internationale s'est engagée à amplifier et intensifier ses efforts d'assistance aux pays en développement en améliorant, notamment, les synergies entre l'APD et l'IDE.

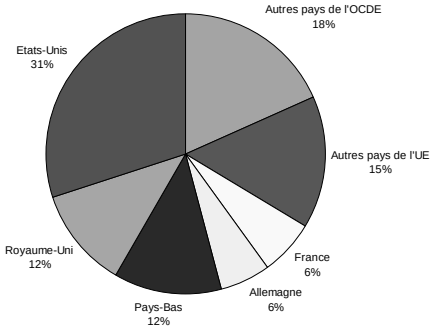
L'IDE complète utilement l'aide au développement

Après avoir atteint des records de faiblesse, l'APD affiche une remontée qui devrait se poursuivre jusqu'en 2006. En 2002, elle a représenté 58 milliards d'USD, c'est-à-dire une augmentation en termes réels de 7 pour cent par rapport à 2001 et son plus fort volume réel depuis 1992. Cette hausse a été très largement répartie entre les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (qui fournit les données). Dans le cadre du Consensus de Monterrey, les donneurs se sont engagés à accroître leur aide pour soutenir les Objectifs du millénaire. Les estimations du Secrétariat fondées sur les engagements et les programmes des pays membres indiquent que l'APD devrait augmenter de 32 pour cent en termes réels au cours de la période 2002-2006 (19 milliards d'USD), faisant ainsi passer le ratio APD/RNB de 0.23 pour cent en 2002 à 0.29 pour cent en 2006.

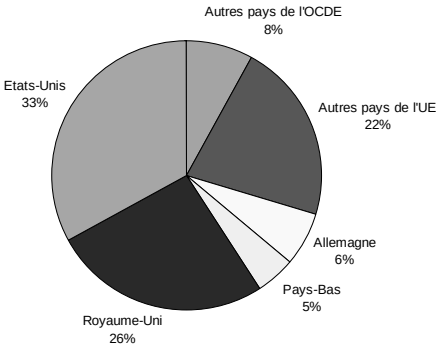
L'APD et l'IDE ont gagné en importance car l'APD est largement considérée comme insuffisante en tant que source principale de financement externe des pays en développement. Parmi les autres sources possibles de financement figurent les « autres flux publics » (c'est-à-dire les crédits publics ne comportant pas l'élément de libéralité) mais ces derniers ont décru ces dernières années et sont même devenus négatifs en 2002 (figure 6). Les flux de capitaux privés autres que l'IDE (par exemple les prêts bancaires ou les investissements de portefeuille) ont été dans certains cas la source essentielle de financement des pays en développement, mais leur volatilité est notoire. Entre le milieu des années 80 et l'année 1990, puis de nouveau en 2001 et 2002, on a assisté à un recul considérable de ces « autres » sources de capitaux privés dans les pays en développement[10].

Graphique 5. Entrées d'IDE dans différents secteurs, 1990-2002

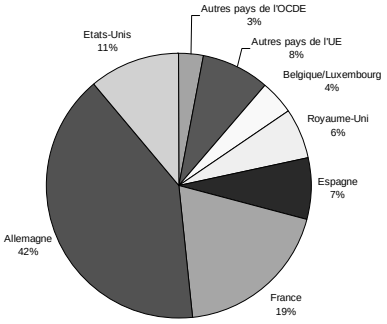
Partie A. Intermédiation financière



Partie B. Transports et communications

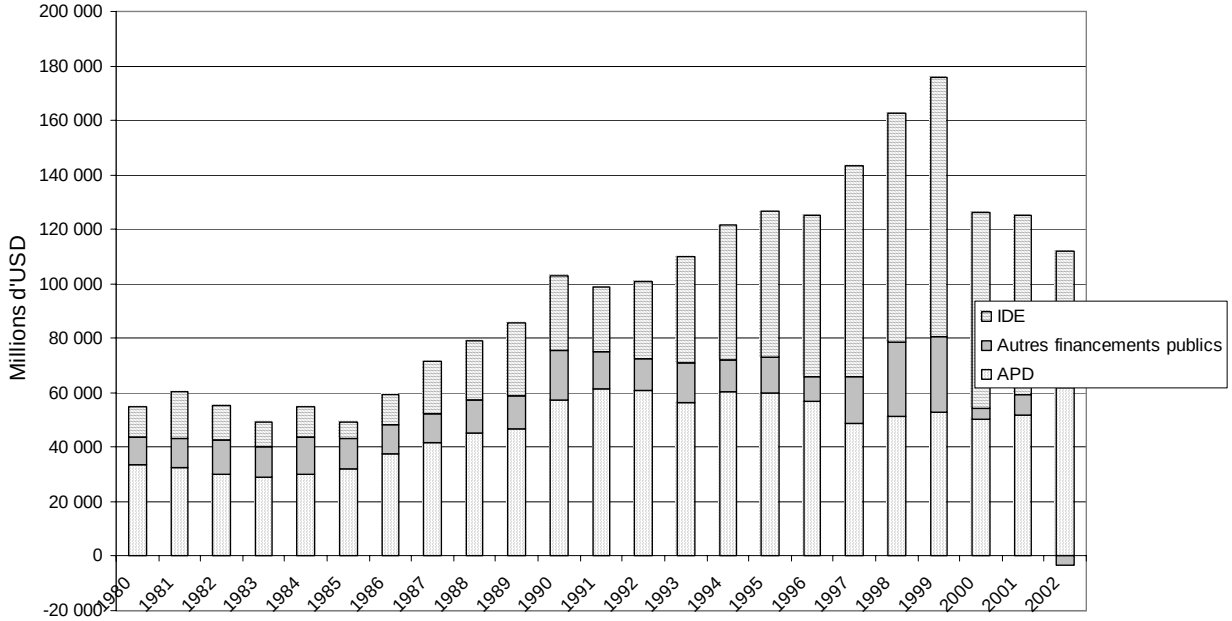


Partie C. Services aux entreprises



Source : base de données de l'OCDE sur l'investissement direct international.

Graphique 6. Flux nets de capitaux apportés par l'ensemble des donneurs à l'ensemble des pays en développement



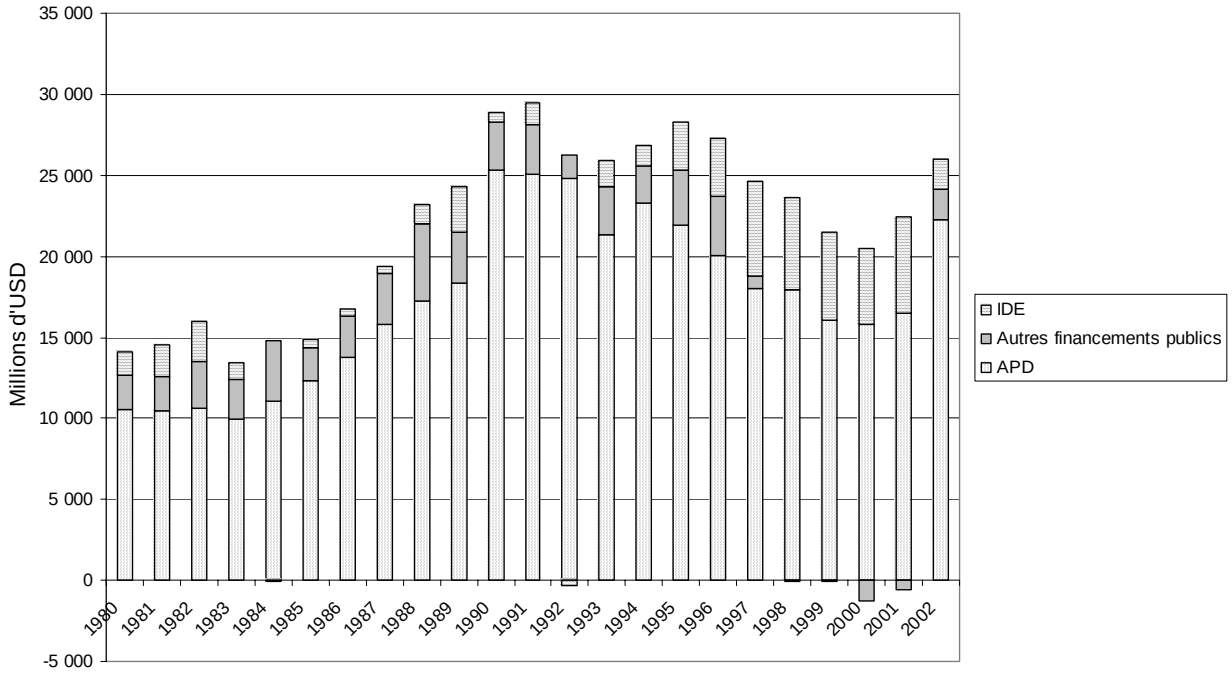
Source : données du Comité d'aide au développement.

Par rapport aux autres flux financiers internationaux, l'IDE présente des avantages

À l'inverse, l'investissement direct s'est révélé une source de financement généralement plus solide[11]. Ces dernières années, les flux bruts d'IDE à destination des pays en développement ont été plus de deux fois supérieurs aux flux d'aide au développement. Le graphique 6 indique que même si l'on ne mesure que les flux nets d'IDE apportés par l'OCDE aux pays en développement (ce qui peut paraître un indicateur mieux adapté lorsqu'il s'agit de comparer l'IDE à l'APD)[12], la contribution de l'IDE au financement externe des pays en développement a, au cours des 20 dernières années, progressé de façon plus régulière que celle de l'APD. En outre, le montant de l'IDE entre pays en développement (l'« investissement Sud-Sud ») a augmenté au cours de la dernière décennie, ce qui devrait avoir un impact positif sur le développement même s'il n'en résulte pas un transfert de ressources à la communauté des pays en développement.

Il n'est toutefois pas facile de comparer directement l'APD et l'IDE, ni de mesurer la contribution à ce jour de l'IDE à l'allègement du fardeau financier d'un éventail plus large de pays en développement. Deux problèmes de répartition nationale et sectorielle – souvent très variable – se posent. Tout d'abord, selon l'adage bien connu, la presque totalité de l'APD va aux pays les plus pauvres, cependant que la presque totalité de l'IDE profite aux pays à revenu intermédiaire. En second lieu, au sein même de ces derniers, l'IDE se concentre fortement sur quelques dizaines de pays qui possèdent des ressources naturelles ou présentent un intérêt particulier pour les investisseurs à d'autres titres. Ces observations sont confirmées par la réalité du continent le plus pauvre, l'Afrique, dont le financement externe continue de dépendre en très grande partie de l'aide au développement, même s'il convient de noter que l'IDE s'est repris depuis les volumes planchers atteints au cours des années 90 (figure 7).

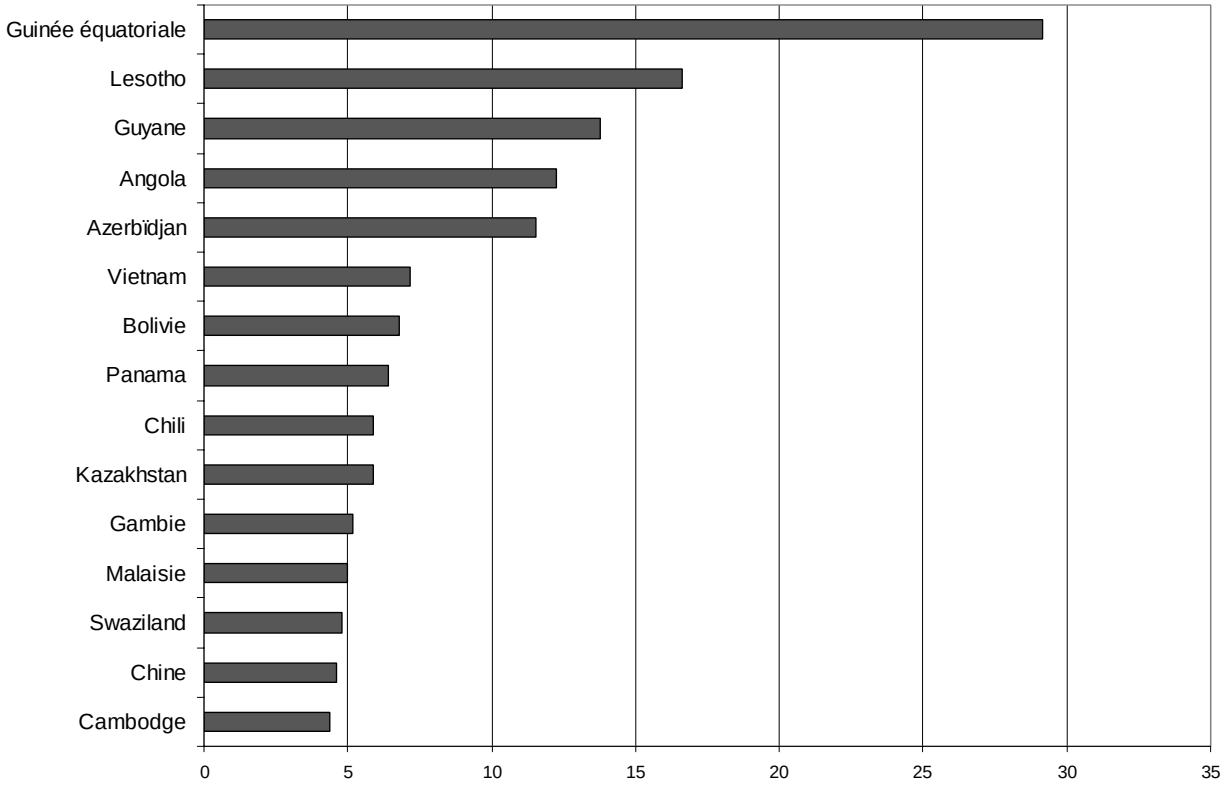
Graphique 7. Flux nets de capitaux apportés par l'ensemble des donneurs à l'ensemble des pays en développement



Source : données du Comité d'aide au développement.

L'argument de la concentration ne doit toutefois pas être trop mis en avant. Il est vrai que la Chine a attiré près d'un tiers de l'IDE du monde en développement en 2002 (un peu moins si l'on omet les flux régionaux) et qu'elle est devenue le premier destinataire de l'investissement direct de la planète, mais ce résultat doit être jaugé à l'aune de la taille de son économie. On peut mesurer les effets bénéfiques potentiels de l'IDE sur les performances économiques du pays bénéficiaire par les entrées nettes rapportées à la valeur ajoutée intérieure. Selon cet indicateur, plusieurs pays qui ne sont habituellement pas considérés comme des bénéficiaires importants d'IDE entrent dans les quinze premiers pays en développement destinataires[13] (graphique 8). Il faut reconnaître que certains d'entre eux ont en grande partie attiré les investissements grâce aux ressources dont ils disposent (c'est par exemple le cas de la Guinée équatoriale, de l'Angola, de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan) ou à la proximité d'un voisin relativement riche (cas du Swaziland et du Lesotho). D'autres pays ont cependant été en mesure d'attirer un large IDE dont l'impact économique intérieur potentiel se compare aisément à celui constaté chez les bénéficiaires d'IDE les plus importants.

Graphique 8. Principaux bénéficiaires d'IDE en pourcentage du PIB, 1992-2001



Source : Indicateurs du développement de la Banque mondiale.

L'IDE ne peut remplacer l'investissement national

Même si l'IDE semble avoir un potentiel considérable d'accompagnement de l'APD en tant que source de financement externe, il convient de garder à l'esprit que la principale source de croissance durable, dans la plupart des pays en développement, sera l'accumulation de capitaux nationaux. Dans ce contexte, il faut aussi noter qu'une large part du regain d'IDE dans le monde en développement au milieu et à la fin des années 90 est imputable à la privatisation des services d'utilité publique de différents pays[14] (voir aussi l'encadré). Si les répercussions positives de la participation d'investisseurs internationaux stratégiques aux privatisations sont claires pour le développement[15], et si les recettes issues des privatisations peuvent au bout du compte alimenter la formation de capital fixe, les effets à court terme de cet IDE sur la formation de capital dans le pays sont limités. Par conséquent, des indicateurs tels que l'IDE rapporté à l'investissement national ont tendance à fournir des évaluations plutôt optimistes.

L'IDE dans les pays en développement : une inflexion vers les services

Les flux d'IDE à destination des activités de services des pays en développement ont rapidement augmenté à la fin des années 80 et au début des années 90. Entre 1988 et 1999, l'IDE visant le secteur des services a crû annuellement de 28 pour cent et représentait environ 37 pour cent de l'ensemble des entrées d'IDE dans les pays en développement en 1999. La part des infrastructures dans l'ensemble des entrées d'IDE a presque doublé entre 1990 et 1998. Cette progression tient à un brusque gonflement des flux visant le secteur des télécommunications (la hausse a avoisiné 84 milliards d'USD, soit un dixième de l'évolution des stocks cumulés d'IDE), au moment où les opérateurs mondiaux de télécommunications et les services d'utilité publique tiraient parti de la hausse de leurs cours boursiers et prenaient part aux programmes de privatisation de nombreux pays en développement. Ces investissements ont néanmoins culminé en 1998, suivant en cela les mouvements des prix des actifs sur les marchés mondiaux des secteurs de l'information, des communications et des technologies. Par ailleurs, cette période a marqué le début du ralentissement des efforts de privatisation dans de nombreux pays en développement.

Malgré les difficultés que connaît le secteur des télécommunications depuis 1998, les entrées d'IDE visant ce secteur dans les pays en développement n'ont pas cessé. En revanche, le profil des investisseurs change : un nombre croissant d'entreprises régionales nouvelles (et relativement petites) est maintenant en concurrence avec les acteurs mondiaux. Les modes d'investissement évoluent eux aussi, les privatisations cédant la place aux accords de licence et aux coentreprises.

Cette priorité donnée aux services a probablement renforcé les effets bénéfiques de l'IDE pour les pays en développement. Les entreprises de services étrangères peuvent avoir un effet d'entraînement important pour les secteurs privés nationaux, surtout par rapport à l'interdépendance souvent limitée entre industries extractives et pays hôtes. Par exemple, l'entrée de banques étrangères a contribué à renforcer l'efficience du secteur financier des pays en développement, ce qui s'est révélé essentiel pour leur croissance.

Source : Global Development Finance 2003, Banque mondiale.

Selon les Indicateurs mondiaux du développement de la Banque mondiale, qui fournissent des données sur l'IDE et la formation de capital fixe dans plus de 130 pays en développement, la part moyenne de l'IDE dans l'ensemble de l'investissement fixe a été d'environ 15 pour cent au cours de la décennie écoulée. Toutefois, les écarts d'un pays à l'autre sont considérables : dans certains pays riches en ressources comme l'Angola, le Soudan et le Venezuela, l'IDE a représenté au moins la moitié de l'investissement national fixe, tandis qu'à l'autre extrême, l'Iran, le Niger, le Sierra Leone, Haïti, le Bangladesh et plusieurs autres pays moins développés n'ont pratiquement bénéficié d'aucune participation privée étrangère.

En ce qui concerne les possibilités dont disposent les pouvoirs publics pour utiliser l'APD au profit de l'investissement, il se peut que la distinction opérée entre l'IDE et l'investissement national fixe soit dans la plupart des cas artificielle. En effet, les entreprises étrangères et nationales réagissent aux mêmes incitations et contre-incitations à investir, et leurs évaluations du climat de l'investissement dans un pays donné tendent à converger. En raison de leur connaissance privilégiée des structures sociales et économiques du pays concerné, les investisseurs nationaux se montrent parfois plus souples que les entreprises étrangères face aux lacunes de la gouvernance. Par ailleurs, les microentreprises et les producteurs qui opèrent à la marge de l'économie formelle (comme par exemple les agriculteurs qui travaillent uniquement pour assurer leur subsistance) peuvent avoir une perception tout à fait différente du climat de l'investissement, mais les entreprises privées à but entièrement lucratif peuvent dans la plupart des contextes relever d'un traitement identique. Les efforts visant à améliorer le climat de l'investissement avec le soutien de l'APD ont leur pertinence pour attirer l'IDE, mobiliser les fonds nationaux au profit de l'investissement et renforcer la contribution de tous les types d'investissements au développement économique.

NOTES

1 Techniquement, le Luxembourg a été le bénéficiaire le plus important. Ce résultat est cependant largement considéré comme imputable aux importants flux réciproques d'entrées et de sorties que génèrent les sociétés holding et les autres entités ad hoc implantées dans ce pays.

2 Ce problème ne se limite pas à l'Espagne. On pense que plusieurs petits pays de l'Europe de l'Ouest enregistrent des flux bruts artificiels d'investissement direct en raison de structures d'entreprises du même type.

3 Selon que le Luxembourg est ou non inclus dans la comparaison.

4 Banque mondiale (2004), *Global Development Finance: Harnessing Cyclical Gains for Development.*

5 Calculé à partir des chiffres d'entrées d'IDE et des chiffres de la population du FMI, *Statistiques financières internationales.*

6 Les statistiques trimestrielles auxquelles il est fait référence dans cette section sont les données de la balance des paiements fournies à l'OCDE par les pays membres dans le contexte des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

7 CNUCED (2004), « Prospects for FDI Flows and TNC Strategies, 2004-2007 », note de recherche n° 3.

8 Selon les statistiques disponibles, le Luxembourg est très bien classé. Toutefois, ce pays est ici omis dans la mesure où les données sont considérées comme le reflet d'investissements dans des entités ad hoc.

9 Il faut néanmoins faire preuve de prudence car les chiffres peuvent être faussés par les flux intra-OCDE. Lorsque par exemple une entité financière acquiert une entreprise manufacturière, les statistiques résultantes concluent à une sortie nette de services et à une entrée manufacturière nette.

10 Les conséquences de ce recul sont examinées par Dailami, M., H. Kalsi et W. Shaw (2003) dans « Coping with Weak Private Debt Flows », *Global Development Finance: Striving for Stability in Development Finance*, Banque mondiale.

11 Une conclusion par exemple établie par l'OCDE (2002) dans *L'investissement direct étranger au service du développement – Optimiser les avantages, minimiser les coûts*.

12 Cet indicateur ne prend cependant pas en compte les flux d'IDE à destination des pays en développement provenant de pays riches autres que les pays membres de l'OCDE. Au cours des années 90, ces flux ont représenté 15 à 20 pour cent de l'IDE à destination des pays en développement.

13 Les petits États insulaires et les centres financiers offshore ont été écartés de l'échantillon.

14 Pour de plus amples détails, voir Aykut, D., H. Kalsi et D. Ratha (2003), « Sustaining and Promoting Equity-Related Finance for Developing Countries », Banque mondiale.

[15] Voir par exemple La Porta, R. et F. Lopez de Silanes (1997), « The benefits of privatization: evidence from Mexico », *NBER Working Paper* n° 6215, et Bortolotti, B., J. d'Sousa, M. Fantini et W. Megginson (2001), « Sources of performance improvements in privates firms: a clinical study of the global telecommunications industry », document de travail FEEM du Département des finances de l'Université de l'Oklahoma, n° 26.

ANNEXE

STATISTIQUES D'INVESTISSEMENT DIRECT INTERNATIONAL

Tableau A.1 Investissement direct à l'étranger des pays de l'OCDE : sorties

Millions de dollars EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002p	2003e
Allemagne	24 231.9	22 947.0	18 595.1	17 196.1	18 857.8	39 051.6	50 806.3	41 794.1	88 837.2	108 691.6	56 567.5	36 861.4	8 629.9	2 561.9
Australie	992.3	1 199.4	5 266.9	1 947.0	2 816.5	3 281.8	7 087.6	6 427.9	3 344.8	- 420.7	655.1	12 218.8	7 632.7	14 291.3
Autriche	1 627.2	1 285.3	1 697.5	1 190.5	1 257.2	1 130.6	1 935.0	1 988.2	2 745.2	3 300.7	5 740.9	3 137.9	5 256.2	7 089.9
Belgique/Luxembourg	5 956.0	6 066.2	10 955.9	3 850.5	1 205.4	11 728.4	7 811.3	7 884.5	29 107.8	132 325.8	218 364.4	100 624.7	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	10 952.3	38 959.6
Canada	5 235.2	5 832.3	3 589.2	5 699.9	9 293.5	11 462.3	13 094.3	23 059.2	34 349.2	17 250.1	44 678.5	36 113.4	26 415.3	21 558.8
Corée	1 051.6	1 488.6	1 161.5	1 340.0	2 461.1	3 552.0	4 670.1	4 449.4	4 739.5	4 197.8	4 998.9	2 420.1	2 616.5	3 429.2
Danemark	1 618.2	2 051.8	2 236.0	1 260.5	3 955.1	3 063.5	2 519.1	4 206.6	4 476.6	16 988.4	26 542.2	13 376.8	5 694.0	1 158.7
Espagne	3 441.7	4 424.4	2 171.0	3 173.6	4 110.8	4 157.8	5 590.1	12 546.8	18 937.7	42 084.5	54 684.6	33 099.5	31 540.2	23 395.0
Etats-Unis	37 183.0	37 889.0	48 266.0	83 950.0	80 167.0	98 750.0	91 885.0	104 803.0	142 644.0	224 934.0	159 212.0	142 349.0	134 835.0	173 799.0
Finlande	2 708.5	- 124.0	- 751.7	1 407.1	4 297.8	1 497.3	3 596.5	5 291.7	18 641.5	6 615.5	24 034.7	8 372.0	7 629.1	- 7 381.4
France	36 228.4	25 137.6	30 407.1	19 736.1	24 372.3	15 758.1	30 419.5	35 580.9	48 612.7	126 859.2	177 481.6	86 783.3	49 478.1	57 332.8
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	- 283.9	551.9	2 136.9	616.7	655.9	46.7
Hongrie	..	..	..	10.6	48.3	59.1	- 3.6	461.9	278.3	250.1	620.2	368.1	275.0	1 581.1
Islande	11.5	28.6	6.3	14.3	23.7	24.8	63.4	56.0	74.1	123.1	392.6	341.8	214.9	165.1
Irlande	364.7	192.6	214.4	217.8	436.3	819.8	727.9	1 013.7	3 902.1	6 109.1	4 629.6	4 066.1	3 086.9	1 908.0
Italie	7 611.7	7 325.9	5 948.5	7 230.6	5 108.8	5 731.4	6 464.9	12 244.7	16 077.6	6 721.7	12 318.5	21 475.9	17 138.3	9 127.9
Japon	50 773.5	31 687.7	17 304.8	13 914.4	18 116.0	22 632.1	23 414.8	25 991.7	24 157.7	22 750.0	31 540.4	38 352.0	32 283.3	28 799.4
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	126 228.5	81 813.1
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	4 404.0	969.0	..
Norvège	1 431.5	1 823.6	394.2	933.0	2 172.5	2 856.2	5 892.5	5 015.3	3 200.7	5 503.6	7 613.8	- 1 322.7	4 200.7	2 565.2
Nouvelle-Zélande	2 360.7	1 472.4	391.4	- 1 388.7	2 008.2	1 783.5	- 1 239.7	- 1 565.5	401.4	1 072.5	608.7	911.9	- 1 038.8	- 66.2
Pays-Bas	13 660.6	12 825.9	12 697.1	10 063.3	17 553.8	20 175.5	32 098.1	24 522.1	36 475.1	57 611.3	75 648.7	47 977.3	34 584.6	36 126.3
Pologne	..	..	13.0	18.0	29.0	42.0	53.0	45.0	316.0	31.3	17.2	- 89.0	230.0	386.0
Portugal	164.8	473.6	684.2	107.3	282.5	684.6	785.4	1 926.2	3 845.9	3 168.4	7 513.8	7 565.6	3 291.3	96.0
République slovaque	..	..	..	12.8	17.7	43.0	62.9	95.1	146.6	- 377.2	28.7	64.5	11.2	13.3
République tchèque	..	..	..	90.2	119.6	36.6	152.9	25.2	127.1	89.8	42.8	165.4	206.5	232.7
Royaume-Uni	17 953.8	16 412.1	17 740.9	26 063.1	32 205.7	43 560.0	34 055.9	61 620.0	122 861.2	201 436.7	233 487.7	58 885.2	35 213.0	55 316.4
Suède	14 748.2	7 057.6	408.7	1 357.7	6 701.1	11 214.3	5 024.8	12 647.5	24 379.4	21 928.6	40 667.3	6 374.9	10 679.9	10 587.5
Suisse	7 176.9	6 542.5	6 058.5	8 765.4	10 798.0	12 213.9	16 150.8	17 747.9	18 768.8	33 264.3	44 698.1	18 246.6	7 586.7	10 921.1
Turquie	- 16.0	27.0	65.0	14.0	49.0	113.0	110.0	251.0	367.0	645.0	870.0	497.0	175.0	499.0
Total OCDE	236 516.1	194 067.1	185 521.7	208 175.1	248 464.9	315 423.1	343 228.6	410 130.3	651 531.3	1 043 706.9	1 235 795.2	684 258.2	566 671.0	576 313.5

Notes : les données sont converties en dollars sur la base du taux de change moyen. p : chiffres provisoires ; e : estimations.

Source : Base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE.

Tableau A.2 Investissement direct de l'étranger dans les pays de l'OCDE : entrées

Millions de dollars EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002p	2003e
Allemagne	2 962.0	4 729.3	- 2 088.9	368.3	7 133.9	12 025.4	6 572.8	12 243.4	24 596.7	56 077.3	198 313.0	21 142.2	36 047.9	12 878.0
Australie	8 115.8	4 302.1	5 719.8	4 281.7	5 024.6	11 963.2	6 111.0	7 633.4	6 002.6	3 268.4	13 198.7	4 678.7	16 456.9	7 848.2
Autriche	650.9	351.3	1 432.7	1 136.5	2 102.9	1 904.2	4 428.6	2 655.6	4 534.1	2 974.6	8 841.7	5 920.5	953.3	6 861.7
Belgique/Luxembourg	7 516.0	8 919.4	10 957.3	10 467.8	8 313.2	10 894.2	13 924.4	16 510.1	30 146.9	142 512.3	220 987.8	84 717.6	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13 083.1	31 345.5
Canada	7 580.3	2 880.0	4 721.6	4 730.3	8 204.1	9 255.4	9 632.6	11 522.0	22 802.8	24 747.2	66 795.5	27 487.1	21 035.7	6 585.3
Corée	788.5	1 179.8	728.3	588.1	809.0	1 775.8	2 325.4	2 844.2	5 412.3	9 333.4	9 283.4	3 527.7	2 392.3	3 222.0
Danemark	1 206.7	1 459.9	1 014.7	1 669.0	4 897.6	4 179.8	768.0	2 798.6	7 725.7	16 741.4	33 797.5	11 527.6	6 646.1	2 609.4
Espagne	13 838.6	12 445.2	13 350.7	9 571.6	9 275.8	6 285.1	6 820.6	6 387.8	11 798.4	15 758.8	37 530.2	28 010.1	35 939.8	25 649.3
Etats-Unis	48 494.0	23 171.0	19 823.0	51 362.0	46 121.0	57 776.0	86 502.0	105 603.0	179 045.0	289 444.0	321 274.0	167 021.0	72 411.0	39 890.0
Finlande	787.5	- 246.6	406.2	864.4	1 577.7	1 062.9	1 109.0	2 115.8	12 140.7	4 610.2	8 835.6	3 732.2	7 926.7	2 767.7
France	15 612.6	15 170.9	17 849.2	16 442.7	15 574.0	23 679.1	21 959.5	23 171.5	30 984.5	46 545.9	43 258.4	50 485.1	48 949.7	47 025.5
Grèce	1 688.4	1 718.1	1 588.6	1 243.6	1 166.1	1 197.7	1 196.4	1 088.6	73.9	561.5	1 108.6	1 589.5	50.1	661.8
Hongrie	312.1	1 474.4	1 477.2	2 446.2	1 143.5	5 101.9	3 300.4	4 170.9	3 337.1	3 313.1	2 763.0	3 936.0	2 844.6	2 470.0
Irlande	622.6	1 360.8	1 458.1	1 068.5	856.2	1 441.5	2 615.7	2 709.6	8 856.5	18 210.1	25 783.3	9 652.7	24 392.4	25 463.2
Islande	22.0	18.2	- 12.7	0.4	- 1.5	9.2	83.1	147.9	147.8	66.6	170.5	172.6	121.6	84.4
Italie	6 343.4	2 481.5	3 210.8	3 751.4	2 235.6	4 816.2	3 534.9	4 962.5	4 279.8	6 911.4	13 377.3	14 873.4	14 558.2	16 979.2
Japon	1 809.4	1 286.2	2 755.2	206.9	890.1	42.5	229.7	3 223.1	3 193.5	12 740.4	8 318.6	6 247.9	9 243.2	6 322.2
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	117 088.2	73 191.4
Mexique	2 633.0	4 761.0	4 393.0	4 389.0	10 973.0	9 647.0	9 943.0	14 160.0	12 170.0	13 165.7	16 448.7	26 569.3	14 435.3	10 731.5
Norvège	1 176.7	- 48.9	810.4	1 460.7	2 777.6	2 408.0	3 168.5	3 946.4	4 353.7	7 061.7	6 907.7	2 009.3	679.0	2 189.6
Nouvelle-Zélande	1 683.1	1 695.6	1 089.2	2 211.6	2 615.7	2 849.7	3 922.0	1 917.2	1 825.5	940.4	1 344.4	4 198.0	- 556.0	835.9
Pays-Bas	10 516.2	5 778.9	6 169.4	6 443.1	7 158.4	12 306.8	16 660.1	11 136.5	36 924.9	41 206.1	63 865.6	51 936.8	25 593.4	19 692.7
Pologne	88.0	359.0	678.0	1 715.0	1 875.0	3 659.0	4 498.0	4 908.2	6 364.9	7 269.6	9 341.0	5 713.0	4 131.0	4 225.0
Portugal	2 255.4	2 291.6	1 903.8	1 516.2	1 254.6	660.1	1 488.5	2 478.8	3 143.5	1 233.5	6 788.6	5 893.7	1 846.3	962.5
République slovaque	..	..	..	179.1	272.9	241.4	395.7	230.6	706.8	428.5	2 383.1	1 584.1	4 126.5	593.8
République tchèque	..	..	..	653.4	868.3	2 561.9	1 428.2	1 301.1	3 716.4	6 326.2	4 980.2	5 644.6	8 483.5	2 591.6
Royaume-Uni	30 470.7	14 849.2	15 474.8	14 821.3	9 254.6	19 968.4	24 441.3	33 244.9	74 348.9	87 972.8	118 823.8	52 650.2	27 802.3	14 573.8
Suède	1 971.4	6 355.8	41.0	3 845.1	6 349.7	14 446.9	5 436.6	10 967.4	19 842.7	60 929.1	23 245.5	11 900.1	11 643.6	3 435.8
Suisse	5 484.9	2 642.8	411.2	- 83.3	3 368.4	2 223.2	3 078.2	6 641.8	8 941.9	11 714.0	19 266.0	8 858.9	5 655.8	12 162.3
Turquie	684.0	810.0	844.0	636.0	608.0	885.0	722.0	805.0	940.0	783.0	982.0	3 266.0	1 038.0	575.0
Total OCDE	175 314.4	122 196.5	116 206.5	147 986.6	162 699.9	225 267.7	246 296.4	301 525.8	528 357.4	892 847.2	1 288 013.6	624 946.0	535 019.5	384 424.2

Notes : les données sont converties en dollars sur la base du taux de change moyen. p : chiffres provisoires ; e : estimations.

Source : Base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE.

Tableau A.3 Investissement direct à l'étranger des pays de l'OCDE : encours des sorties

Millions de dollars EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002p	2003e
Allemagne	130 760.3	150 517.4	154 741.3	162 365.0	194 523.4	233 107.4	248 634.1	296 274.9	365 195.7	411 952.0	484 854.4	545 168.8	654 927.6	..
Australie	30 494.9	30 897.0	34 559.6	40 503.6	47 786.3	53 009.0	66 857.9	71 968.4	78 647.9	89 583.6	83 442.4	90 717.3	91 380.1	125 778.0
Autriche	4 746.9	5 993.6	6 584.5	7 974.2	9 514.1	11 832.0	13 059.8	14 011.4	17 468.4	19 127.3	24 819.9	28 510.6	39 744.1	55 824.6
Belgique/Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	84 812.7	94 387.4	87 867.3	92 469.1	104 308.0	118 106.1	132 321.9	152 959.3	171 784.7	201 446.8	237 646.9	250 441.1	272 000.7	308 849.9
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19 967.0	22 578.0	..
Danemark	..	15 612.0	16 305.7	15 799.2	19 613.7	24 702.5	27 601.6	28 127.7	34 857.3	45 574.7	66 227.8	70 133.3	75 913.6	..
Espagne	..	..	22 034.4	24 017.8	30 049.5	36 221.1	40 537.6	50 272.2	70 056.1	112 793.3	159 901.8	184 711.7	225 191.3	281 687.0
Etats-Unis	616 655.0	643 364.0	663 830.0	723 526.0	786 565.0	885 506.0	989 810.0	1 068 063.0	1 196 021.0	1 414 355.0	1 529 725.0	1 598 072.0	1 751 852.0	..
Finlande	11 227.3	10 845.3	8 564.6	9 178.2	12 534.0	14 993.2	17 666.0	20 297.5	29 405.9	33 850.3	52 108.7	52 224.4	63 920.9	68 702.1
France	110 120.6	129 900.5	156 326.6	158 750.3	182 331.8	204 430.3	231 112.8	237 248.9	288 035.9	334 102.9	445 087.0	508 842.0	586 095.8	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	2 792.2	3 217.9	5 851.7	7 020.4	9 000.6	..
Hongrie	..	..	223.6	224.6	291.2	278.1	265.3	646.6	785.1	924.2	1 279.1	1 554.5	2 161.4	3 921.1
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	20 314.4	25 232.1	27 925.0	34 336.8	34 769.3	..
Islande	75.2	101.1	98.1	113.5	148.5	177.2	240.1	275.0	360.5	451.8	662.9	840.2	1 111.6	1 420.7
Italie	60 195.3	70 419.3	70 382.3	81 086.6	89 688.3	106 318.6	117 278.0	139 437.2	176 985.2	181 855.5	180 273.6	182 373.3	194 488.3	..
Japon	201 440.0	231 790.0	248 060.0	259 800.0	275 570.0	238 452.0	258 608.9	271 905.7	270 037.5	248 778.0	278 444.1	300 116.4	304 234.1	335 503.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	4 703.4	4 695.4	5 022.4	7 982.8	8 467.8	7 927.0	8 592.8	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	13 187.3	14 156.3
Norvège	10 889.2	12 149.1	11 794.4	12 717.7	17 648.0	22 520.7	25 439.1	27 494.5	31 578.2	31 871.3	33 651.4	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	5 899.0	4 430.7	5 896.2	7 675.6	9 293.1	5 646.0	5 490.8	7 006.2	6 065.1	7 608.6	7 759.0	8 417.5
Pays-Bas	102 599.7	112 184.8	116 012.8	114 657.5	138 786.0	167 073.7	190 580.6	194 247.1	220 707.1	253 812.5	296 671.6	322 208.5	374 191.5	..
Pologne	..	..	101.0	198.0	461.0	539.0	735.0	678.0	1 165.0	1 024.1	1 018.0	1 156.0	1 453.0	..
Portugal	..	..	..	..	..	4 406.3	3 953.9	5 414.0	9 622.4	10 330.8	17 169.7	23 490.5	31 870.5	38 543.1
Royaume-Uni	229 306.7	232 140.8	221 678.9	245 628.9	276 743.8	304 864.9	330 432.5	360 796.3	488 372.0	686 420.4	897 844.8	869 700.5	921 445.1	1 128 583.6
République slovaque	..	..	..	..	166.4	138.5	185.0	236.4	408.2	346.0	379.1	506.6	485.6	633.2
République tchèque	..	..	..	181.4	300.4	345.5	498.0	548.2	804.1	697.9	737.9	1 135.6	1 473.1	1 911.6
Royaume-Uni	229 306.7	232 140.8	221 678.9	245 628.9	276 743.8	304 864.9	330 432.5	360 796.3	488 372.0	686 420.4	897 844.8	869 700.5	921 445.1	1 128 583.6
Suède	50 719.5	54 797.6	48 844.6	45 522.5	60 309.0	73 142.5	72 187.8	78 201.2	93 533.7	106 273.8	123 234.0	122 893.1	144 356.9	189 408.5
Suisse	66 086.9	75 880.8	74 412.2	91 570.3	112 588.0	142 481.4	141 586.8	165 354.1	184 237.1	194 598.5	233 385.2	253 551.9	295 402.6	344 115.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	3 668.0	4 581.0	5 047.0	..
Total OCDE	1 710 130.1	1 870 980.6	1 948 320.8	2 090 714.9	2 365 822.7	2 655 025.0	2 923 581.2	3 195 125.9	3 766 649.3	4 424 094.8	5 200 002.1	5 490 454.8	6 126 041.2	..

Notes : les données sont converties en dollars sur la base du taux de change moyen. p : chiffres provisoires ; e : estimations.

Source : Base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE.

Tableau A.4 Investissement direct de l'étranger dans les pays de l'OCDE : encours des entrées

Millions de dollars EU

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002p	2003e
Allemagne	74 066.8	77 927.8	74 730.1	71 095.4	85 904.8	102 491.2	102 652.9	188 874.3	250 319.9	288 562.4	460 631.8	404 497.2	510 208.7	..
Australie	73 615.1	77 077.7	75 821.7	82 877.7	95 543.8	104 074.3	116 797.2	101 089.0	105 961.7	120 625.7	109 288.1	107 218.0	131 607.5	179 481.0
Autriche	10 971.8	11 510.1	12 040.8	12 105.5	14 636.0	19 721.0	19 629.2	19 522.2	23 564.8	23 471.6	30 430.8	34 328.0	41 946.3	58 098.0
Belgique/Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	112 850.3	117 031.5	108 500.1	106 869.7	110 210.1	123 182.3	132 970.2	135 935.6	143 348.8	175 000.9	212 722.7	214 120.8	220 899.4	276 670.6
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	53 208.0	62 658.0	..
Danemark	..	14 747.0	14 387.3	14 617.9	17 846.3	23 800.9	22 337.0	22 267.8	31 175.6	42 053.3	66 711.5	67 408.7	73 587.2	..
Espagne	..	..	85 958.0	80 268.9	96 302.4	109 116.4	108 016.5	100 101.6	118 248.5	115 985.6	144 932.3	165 255.2	236 257.3	312 637.0
Etats-Unis	505 346.0	533 404.0	540 270.0	593 313.0	617 982.0	680 066.0	745 619.0	824 136.0	920 044.0	1 101 709.0	1 418 523.0	1 514 374.0	1 504 428.0	..
Finlande	5 132.4	4 220.5	3 688.9	4 216.7	6 714.1	8 464.5	8 797.5	9 529.8	16 454.8	18 320.4	24 272.3	24 069.8	34 005.9	46 400.1
France	84 930.9	97 450.5	127 881.4	135 077.8	163 451.4	191 433.0	200 095.8	195 913.0	246 215.9	244 672.5	259 773.0	295 308.0	386 524.7	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	13 088.1	15 533.3	12 479.4	13 638.8	15 560.0	..
Hongrie	568.8	2 106.7	3 424.1	5 575.6	7 083.5	11 303.5	13 274.9	17 953.6	20 752.9	23 259.7	22 856.2	27 377.5	35 879.4	42 918.7
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	62 453.1	72 817.0	118 549.4	143 949.9	184 693.8	..
Islande	147.1	165.6	123.8	116.5	127.5	148.7	197.4	331.9	468.7	478.4	491.4	676.5	762.8	769.8
Italie	60 008.5	61 592.3	49 972.7	53 961.9	60 416.0	65 347.2	74 599.9	85 401.8	108 835.3	108 640.7	113 046.4	108 005.6	126 474.4	..
Japon	9 850.0	12 290.0	15 510.0	16 890.0	19 170.0	33 507.7	29 937.1	27 077.5	26 064.8	46 115.3	50 322.8	50 319.7	78 142.8	89 728.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	18 503.5	18 232.8	17 279.6	20 766.1	20 362.0	23 491.7	25 631.6	..	..
Mexique	22 424.4	30 790.0	35 680.0	40 600.4	33 197.7	41 129.6	46 912.0	55 810.0	63 610.4	78 060.0	97 170.2	140 376.0	154 344.0	..
Norvège	12 403.8	15 865.2	13 644.9	13 642.5	17 018.0	19 835.9	20 623.8	20 704.4	26 081.4	29 433.0	30 261.4	32 589.6	42 649.2	..
Nouvelle-Zélande	..	..	11 779.5	15 539.1	22 062.2	25 727.6	34 743.7	31 365.3	33 169.9	32 860.8	28 069.8	22 102.5	27 544.9	34 176.0
Pays-Bas	66 926.8	70 177.0	71 841.0	72 167.1	90 504.7	112 139.3	125 009.7	120 587.2	160 479.3	187 822.0	238 938.3	276 408.7	344 129.6	..
Pologne	109.0	425.0	1 370.0	2 307.0	3 789.0	7 843.0	11 463.4	14 587.2	22 479.0	26 075.3	34 227.0	41 247.0	47 900.0	..
Portugal	..	..	..	..	..	18 162.1	19 861.1	19 305.9	24 465.6	24 148.4	29 040.2	34 572.9	43 195.5	53 527.5
République slovaque	..	..	..	..	897.0	1 297.1	1 899.8	2 103.4	2 919.6	3 227.6	4 679.4	5 729.8	8 530.6	11 283.9
République tchèque	..	..	..	3 422.8	4 546.6	7 349.8	8 573.1	9 233.2	14 377.1	17 549.5	21 647.0	27 092.8	38 672.3	47 526.9
Royaume-Uni	203 905.3	208 345.5	172 986.4	179 232.6	189 587.5	199 771.8	228 642.5	252 958.6	337 386.1	385 146.1	438 630.7	506 685.6	568 259.4	672 014.5
Suède	12 636.0	18 085.0	14 057.0	13 126.9	22 649.4	31 089.3	34 784.1	41 512.7	50 984.6	73 312.5	93 972.5	92 240.2	117 955.7	143 328.7
Suisse	34 244.6	35 747.2	32 989.3	38 713.5	48 668.4	57 063.7	53 916.7	59 515.2	71 997.1	76 000.2	86 809.8	88 766.3	125 079.0	153 725.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	19 209.0	19 677.0	17 621.0	..
Total OCDE	1 290 137.5	1 388 958.6	1 466 657.0	1 555 738.2	1 728 308.1	2 012 569.6	2 179 586.8	2 373 096.7	2 915 712.9	3 351 243.1	4 191 178.0	4 536 876.0	5 179 517.3	..

Notes : les données sont converties en dollars sur la base du taux de change moyen. p : chiffres provisoires ; e : estimations.

Source : Base de données sur l'investissement direct international de l'OCDE.